#186

ASIA FOCUS

GÉOÉCONOMIE ET RAPPORTS DE FORCE EN ASIE DU SUD-EST

Sébastien Desvignes / Director, Head of Political and Strategic Advisory Services, VDB Loi (Singapour)

Octobre 2022

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Sébastien Desvignes / Director, Head of Political and Strategic Advisory Services, VDB Loi (Singapour)

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION « ASIA FOCUS »

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.
Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

© IRIS - Tous droits réservés

« Le président chinois Xi Jinping et le dirigeant russe Vladimir Poutine prévoient tous deux d'assister à un sommet du G20 sur l'île balnéaire de Bali plus tard cette année », a déclaré le président indonésien Joko Widodo.

La fin d'année 2022 va propulser l'Asie du Sud-Est au centre de la diplomatie mondiale, car elle accueille trois événements internationaux : le sommet de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) au Cambodge, le sommet du G-20 (forum intergouvernemental composé de dix-neuf des pays aux économies les plus développées et de l'Union européenne) en Indonésie et les réunions de l'organisation de coopération économique Asie-Pacifique de 21 nations en Thaïlande. Dans le contexte de tensions géopolitiques croissantes et de guerre prolongée en Ukraine, l'ASEAN va occuper une place prépondérante dans le dialogue diplomatique entre toutes ces nations et en particulier entre les deux super-puissances : Chine et États-Unis.

L'Asie du Sud-Est, vaste région diversifiée constituée de marchés émergents située en plein cœur de la zone d'influence du géant chinois, se présente comme un champ de bataille géopolitique et économique clé dans la course pour la suprématie mondiale opposant Washington et Pékin. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est est une des pierres angulaires de l'architecture régionale indopacifique. Ses États membres entourent la voie navigable stratégique reliant l'Asie de l'Est au Moyen-Orient et à l'Afrique. L'ASEAN constituée de dix États membres (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, et Vietnam) est devenue la troisième économie d'Asie et la cinquième du monde. Sa population de 700 millions d'habitants et ses politiques tournées vers l'extérieur confèrent à la région un formidable potentiel de croissance.

Dans un contexte régional caractérisé par des rapports de forces, par un enchevêtrement d'accords commerciaux et d'alliances sécuritaires, il est fondamental d'étudier les stratégies économiques mises en place par les différents partenaires et protagonistes afin de mieux appréhender les problématiques géopolitiques régionales. La géoéconomie - application d'instruments économiques à des fins géopolitiques - est devenue une réalité de la vie en Indo-Pacifique. Les États-Unis, la Chine, dans une moindre mesure l'Union européenne, le Japon et l'Australie ne rivalisent plus seulement par le biais de la coopération sécuritaire, mais aussi par « le fait économique ». Les protagonistes se tournent vers des outils économiques pour faire avancer leur agenda géopolitique.

Nous pouvons en effet nous demander dans quelles mesures et proportions les enjeux géopolitiques des grandes puissances en Asie du Sud-Est constituent-ils des facteurs de coopérations économiques avec les pays de la région ou bien si les logiques économiques sont

découplées du facteur géopolitique ? Ou bien encore si la gouvernance économique en Asie du Sud-Est est encore une question d'économie et de développement ou bien si elle est essentiellement une question de géopolitique ?

LA MONTÉE EN PUISSANCE MILITAIRE DE LA CHINE

La Chine a effectué sa modernisation militaire, elle possède de loin la plus grande armée du monde[1], avec 2 millions de personnes actives selon le dernier livre blanc sur la défense. D'ici à 2035, sinon avant, l'APL - Armée populaire de libération - sera probablement en mesure de contester l'ensemble des domaines de conflictualité (terrestre, aérien, maritime, spatial, cyberespace et électromagnétique) dans toute la région indopacifique[2].

Pékin n'hésite plus à faire des démonstrations de force en mer de Chine et dans le détroit de Taïwan. En effet, la province renégate est le dernier morceau de « territoire chinois » dont Xi Jinping a besoin pour réaliser « l'unification nationale » et la réponse disproportionnée de Pékin à la récente visite de Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, met en lumière l'importance de la souveraineté nationale chinoise, remise en question par les revendications indépendantistes taïwanaises et par les soutiens occidentaux croissants.

Face à la menace militaire chinoise croissante, Washington doit rassurer ses alliés asiatiques, en armant lourdement Taïwan, en fournissant la technologie de propulsion nucléaire aux sous-marins australiens et en affirmant éventuellement vouloir baser davantage de missiles dans toute la région.

Pékin, via sa ligne à 9 traits (ou « langue de bœuf »), revendique la quasi-totalité de la mer de Chine et de ses archipels. Ces dernières années la République populaire de Chine a poldérisé des îles et récifs pour y construire des ports, des installations militaires et des pistes d'atterrissage, en particulier dans les îles Paracel et Spratleys[3]. Les garde-côtes chinois soutenus par la marine militaire chinoise font pression sur le Vietnam, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie et le Brunei afin de les empêcher d'exploiter un certain nombre de blocs pétroliers et/ou gaziers situés dans leur propre zone économique exclusive (ZEE). En juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a d'ailleurs rendu une décision

[1] Department of Defense, « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2020. » U.S. Department of Defense, 2020.
[2] Cortez A. Cooper III, « U.S. Responses to PLA Modernization. » RAND Corporation Provides Objective Research Services and Public Policy Analysis | RAND, 15 février 2018, www.rand.org/pubs/testimonies/CT488.html.
[3] Asia Maritime Transparency Initiative, amti.csis.org.

historique en faveur des Philippines et contre la Chine en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

Cette « surmilitarisation » de la région est inquiétante pour les pays de la région. L'ASEAN réaffirme quant à elle sa centralité en « s'opposant aux actions provocatrices dans le détroit de Taïwan tout en soutenant la politique d'une seule Chine et en proposant de jouer un rôle pour faciliter un dialogue pacifique entre toutes les parties »[4].

LA STRATÉGIE SÉCURITAIRE DE WASHINGTON OPPOSÉE À LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DE PÉKIN

Après s'être retirés de l'Accord de partenariat transpacifique – TPP – en 2017, les États-Unis réorientent leur engagement en Indo-Pacifique à travers des pactes de sécurité tels que le QUAD et l'AUKUS, cherchant à endiguer la Chine et construire une « version indopacifique de l'OTAN ». En effet, le développement militaire rapide de la Chine constitue une menace particulièrement aiguë pour des pays voisins tels que l'Inde et les Philippines, qui de plus ont des différends maritimes ou frontaliers actifs. Cela menace également la présence militaire américaine qui sous-tend l'architecture de sécurité de l'Asie depuis des décennies.

Le nouveau pacte de sécurité AUKUS regroupant l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, annoncé en septembre 2021, est une réponse directe aux efforts récents de la Chine de modernisation et d'expansion de ses capacités nucléaires. L'accord devrait initialement fournir à Canberra des sous-marins à propulsion nucléaire et améliorer l'interopérabilité militaire trilatérale. L'Indonésie et la Malaisie ont fait part de leurs inquiétudes en termes de militarisation de la région, tandis que Singapour, partenaire clé des États-Unis, et le Vietnam ont offert un soutien implicite. La Thaïlande, alliée militaire des États-Unis est restée silencieuse. Seules les Philippines ont ouvertement exprimé leur soutien. En règle générale, l'ASEAN critiquera toute nouvelle tentative de militarisation de la région.

Washington milite pour une stratégie d'exclusion de la Chine[5], le concept indopacifique américain est devenu un principe d'organisation pour contrebalancer la puissance chinoise.

[4] Riyaz ul Khaliq, « ASEAN Opposes 'provocative' Actions in Taiwan Straits », *Anadolu Agency*, 4 août 2022, www.aa.com.tr/en/asia-pacific/asean-opposes-provocative-actions-in-taiwan-straits/2653130.

[5] Rory Medcalf, « AUKUS, the QUAD and the EU: Inclusive and Exclusive Visions for the Indo-Pacific », *ISPI*, 18 mars 2022, www.ispionline.it/en/pubblicazione/aukus-quad-and-eu-inclusive-and-exclusive-visions-indo-pacific-34201.

Pour les États-Unis[6], il s'agit plus particulièrement d'essayer d'endiguer la Chine afin de minimiser son influence voir de l'exclure de l'ordre régional.

Pékin mise sur l'utilisation du commerce pour « conquérir » ses voisins, en particulier les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. La Chine pousse fort pour créer sa « communauté de destins communs » si chère à Xi Jinping. Elle cherche à développer une dépendance (non exclusive), et néanmoins objective entre les économies de la région et ses propres capacités industrielles. La chaîne de valeur asiatique génère des flux d'échanges intrarégionaux très importants et suscite de grands projets d'infrastructures transnationaux.

La République populaire de Chine (RPC) s'affirme comme le centre de gravité économique de l'Indo-Pacifique. De nouveaux accords commerciaux régionaux, tels que le RCEP - plus grand accord de libre-échange[7] au monde - combinés à des mécanismes de financement ou encore la BRI (*Belt and Road Initiative*, soit le projet des « Routes de la Soie »), offrent aux pays de l'Indo-Pacifique une variété d'options pour leurs besoins en matière de commerce, de chaînes d'approvisionnement, d'infrastructures, d'énergie et d'intégration économique. La RPC, à la suite de l'établissement de son partenariat stratégique global avec l'ASEAN[8] en 2021, cherche ainsi à renforcer son engagement en Asie du Sud-Est. Pékin comprend que les pays de la région accordent la priorité au développement économique, et que l'insuffisance de la stratégie indopacifique de Washington réside dans sa nature trop militariste.

Le projet des « Routes de la Soie » de la Chine vise à construire des infrastructures telles que des ports, des lignes de chemin de fer et des routes dans le monde entier, et particulièrement en Asie du Sud-Est, ainsi qu'à accroître l'influence politique de Pékin. En décembre 2021, le Laos a achevé son premier chemin de fer à grande vitesse, un projet de 6 milliards de dollars soutenu par la Chine. Quelques semaines auparavant, le Vietnam avait ouvert sa première ligne de métro à Hanoï, également grâce à des financements chinois. En Indonésie, Pékin a dépensé des milliards de dollars pour construire des lignes ferroviaires à grande vitesse, des centrales électriques, des barrages et des autoroutes.

De leur côté, les États membres de l'ASEAN facilitent ces investissements, en mettant en place des plans nationaux d'infrastructure ambitieux, des politiques d'investissement et de plus

[6] « Indo-Pacific Strategy », The White House, février 2022, www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf.
[7] Andrew Mullen, « What is RCEP, the world's largest free trade deal that is under way? » *South China Morning Post*, 1 janvier 2022, www.scmp.com/economy/global-economy/article/3161707/what-rcep-worlds-largest-free-trade-deal-under-way.
[8] « Xi Jinping Attends and Chairs the Special Summit to Commemorate the 30th Anniversary of China-ASEAN Dialogue Relations and Officially Announces the Establishment of a China-ASEAN Comprehensive Strategic Partnership », Ministry of Foreign Affairs, the People's Republic of China, 22 novembre 2021.

grandes possibilités de participation du secteur privé. Les besoins d'investissement dans les infrastructures de la région sont énormes, estimés entre 110 et 184 milliards de dollars par an entre 2015 et 2030. Cette estimation couvre principalement les transports, l'électricité et les télécommunications[9]. La BRI semble être plus attrayante pour les membres de l'ASEAN à faible revenu et les plus nécessiteux en capital, tels que le Laos, le Cambodge et le Myanmar. Pékin bénéficie donc de plus grandes marges de manœuvre pour négocier avec ceux-ci. Aussi, compte tenu de la taille relativement petite de leur économie et de la valeur des prêts que la Chine leur accorde, le « surendettement » potentiel suscite de vives inquiétudes. Le Laos par exemple a récemment vu sa dette grimper au-dessus de 60 % de son PIB et rencontrera donc des difficultés à rembourser des emprunts d'une valeur de près de la moitié de son PIB national. Le Vietnam, la Thaïlande ou Singapour semblent adopter une position plus affirmée dans la négociation des termes des engagements BRI avec la Chine.

À travers ce projet pharaonique, Pékin crée une dépendance économique asymétrique avec les pays de la région, finançant, le plus souvent à l'aide de prêts controversés, des centaines de milliards de dollars de projets d'infrastructures et offrant ainsi une alternative à la stratégie indopacifique américaine. Pékin veut faire de la péninsule indochinoise une voie de passage stratégique en direction des mers du Sud, éventuelle alternative au transport maritime (mer de Chine méridionale, détroit de Malacca) via des nouvelles infrastructures de transport terrestre.

LA VOLONTÉ D'IMPOSER UN MODÈLE ET DES NORMES

L'investissement chinois en Asie du Sud-Est, défini de manière extensive par les investissements directs étrangers, l'assistance au développement et les financements liés à la *Belt and Road Initiative*, doit être aussi analysé comme vecteur de normes sociales[10]. La BRI apporte un changement dans la façon dont le développement international s'effectue en offrant une alternative aux pratiques établies des puissances occidentales et de leurs institutions, telles que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Les banques d'État chinoises ne respectent généralement pas les normes de prêt à destination des pays pauvres conçues par les autres grands pays créanciers. Les prêts chinois sont basés sur les

[9] « ASEAN Investment Report 2020–2021 Investing in Industry 4.0 », ASEAN – UN.
[10] Elsa Lafaye de Micheaux, Centre Asie du Sud-Est, http://case.ehess.fr/index.php?572

règles chinoises, souvent avec des conditions moins transparentes et des normes plus faibles pour les pratiques de travail, la corruption et la protection de l'environnement[11].

En Asie du Sud-Est, la question du respect des normes locales en relation avec les droits et les libertés fondamentales des travailleurs est très souvent contrebalancée par la nécessité de maintenir de bonnes relations avec Pékin. Dans le secteur industriel, secteur dans lequel les multinationales chinoises investissent actuellement de plus en plus, elles diffusent leurs normes de travail dans toute la région. Au Cambodge par exemple où l'industrie textile est développée et structurée, les entreprises chinoises jouent un rôle dans la détermination des salaires et des normes relatives aux conditions de travail. Les gouvernements d'Asie du Sud-Est qualifiés « d'autoritaires » cherchent à s'inspirer de la trajectoire économique de la Chine. Le modèle chinois leur donne un point de référence pour faire face aux remises en cause de leur mode d'exercice du pouvoir, qu'il s'agisse de pressions étrangères ou de pressions démocratiques internes.

Des stratégies d'investissement variées sont utilisées pour la diffusion de nouvelles normes sociales et politiques, des sanctions diplomatiques, économiques et financières ciblées sont utilisées pour contraindre, la livraison et vente d'énergie, de matières premières, et de minéraux stratégiques, servent de moyen de pression. Les politiques commerciales des différents protagonistes sont en effet ébauchées à des fins géopolitiques. La République populaire de Chine utilise les financements et les aides au développement qu'elle offre aux pays d'Asie du Sud-Est dans le cadre de la BRI comme levier pour s'assurer leur soutien diplomatique. Elle accorde des prêts à des pays déjà très endettés, afin d'y accroître son influence politique. Aussi, elle n'hésite pas à utiliser des mesures économiques coercitives pour arriver à ses fins.

Pékin présente ainsi sa version d'un capitalisme d'État autoritaire comme un modèle de gouvernance supposé plus efficace que l'approche démocratique et libérale proposée par Washington. La RPC met en place une politique de dépendance économique, elle est devenue par le biais du financement de projets d'infrastructure le partenaire économique privilégié des pays sud-est asiatiques. La zone de libre-échange ASEAN-Chine et le récent accord de partenariat économique régional global - RCEP - viennent renforcer ces coopérations et interdépendances. La Chine s'affirme donc comme le centre de gravité économique de l'Indo-Pacifique.

[11] Cordell, Kristen A, « The Evolving Relationship Between the International Development Architecture and China's Belt and Road », *Brookings*, 9 mars 2022, www.brookings.edu/articles/the-evolving-relationship-between-the-international-development-architecture-and-chinas-belt-and-road/.

MARGINALISER ET EXCLURE LA CHINE DES CHAÎNES DE VALEURS SUD-EST ASIATIQUES

Washington et ses alliés répliquent par la ratification d'accords économiques multilatéraux incluant l'établissement de normes communes élevées et conformes aux normes occidentales, cherchant ainsi à marginaliser et exclure progressivement la Chine des chaînes de valeur régionales. C'est le cas du CPTPP (Partenariat transpacifique global et progressiste), n'excluant pas formellement la Chine, mais cherchant à limiter l'empreinte de Pékin sur le commerce en établissant des normes élevées dans la région. Les conditions d'accession à cet accord sont élevées et imposeraient à Pékin[12] de réaliser des réformes dans des domaines tels que la transparence des données, le subventionnement des entreprises publiques et les droits de propriété intellectuelle. L'IPEF, le nouveau cadre économique américain pour l'Indo-Pacifique, établit quant à lui des règles commerciales dirigées par les États-Unis. Cet accord cherche à restructurer le système les chaînes industrielles et pourrait ainsi découpler les pays de la région de l'économie chinoise. Ce cadre semble être conçu pour servir la stratégie géopolitique américaine plus que pour apporter un réel développement économique à la région, il est axé sur la sécurité. L'objectif de l'IPEF d'accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement pourrait être une mesure déguisée visant à exclure la Chine des chaînes d'approvisionnement et à perturber ainsi le réseau de l'ASEAN[13] comme l'avance Jayant Menon, chercheur à l'Institut ISEAS-Yusof Ishak de Singapour.

L'administration Biden cherche en effet à réaffirmer l'influence américaine en Asie à travers sa stratégie pour un Indo-Pacifique libre, ouvert, mais non inclusif. Ce nouveau « cadre économique indopacifique pour la prospérité » - IPEF - compte sept pays de l'ASEAN parmi ses treize membres fondateurs. Cet « énième » accord économique américain en Asie après le *Blue dot Network* ou le *Back Better World* est censé faire oublier la sortie par Donald Trump du TPP - Partenariat transpacifique en 2017 - et restimuler les échanges économiques entre Washington et ses alliés asiatiques. L'IPEF est aussi largement considérée comme une mesure visant à contester le Partenariat économique régional global (RCEP) dirigé par la Chine, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2022. Mais n'étant pas un réel accord de libre-échange et n'offrant pas d'accès au marché américain, l'IPEF ressemble plus à une stratégie de

[12] Hiroaki Richard Watanabe, « China–Japan Relations After RCEP », *East Asia Forum*, 3 mai 2022, www.eastasiaforum.org/2022/05/03/china-japan-relations-after-rcep/.

[13] Danson Cheong, «China is Not Worried About the IPEF - but It Should Be. » *The Straits Times*, 30 mai 2022, www.straitstimes.com/opinion/powerplay-china-is-not-worried-about-the-ipef-but-it-should-be.

communication de l'administration américaine qu'à une véritable stratégie économique et aura du mal à contrer la BRI chinoise.

UNE STRATÉGIE INDO-PACIFIQUE INCLUSIVE POUR LES EUROPÉENS ET LE JAPON

L'Europe et la France prônent une stratégie indopacifique inclusive et font de l'ASEAN leur partenaire de choix en Asie du Sud-Est. L'Union européenne essaye d'exister à travers une offre alternative à hauteur de 300 milliards d'euros, le « *Global Gateway initiative* », qui consiste à financer des projets d'infrastructure « durables » afin de construire un réseau de connexions, épine dorsale du commerce international. L'Europe accorde une importance particulière à la qualité de l'environnement réglementaire. Elle affirme sa vision d'un commerce basé sur des normes, règles et réglementations acceptées au niveau international.

Le Japon, adopte aussi un concept indopacifique libre, ouvert et inclusif et donc n'excluant pas nécessairement la Chine. Tokyo reste le seul réel concurrent de Pékin en matière de financement de projets d'infrastructure en Asie du Sud-Est. Le Japon est pleinement intégré dans l'architecture économique régionale, il est membre à la fois des deux grands accords commerciaux en Indo-Pacifique, le RCEP et le CPTPP[14]. En 2019, le Japon avait des projets d'infrastructures en attente d'une valeur de 367 milliards de dollars alors que ceux de la Chine représentaient 255 milliards de dollars[15]. Mais alors que les entreprises et les agences gouvernementales japonaises ont encore une longueur d'avance, les entreprises chinoises ont des avantages clés, notamment des coûts moins élevés, qui pourraient les voir dépasser le Japon dans des secteurs spécifiques dans les prochaines années.

LA CENTRALITÉ DE L'ASEAN ET LE CONCEPT DE TROISIÈME VOIE

L'ASEAN, caractérisée par sa « centralité », ne désire pas être impliquée dans les conflits et s'inquiète de l'échec des mécanismes multilatéraux de coopération internationale. Se concentrer sur le développement économique de la région tout en résolvant les différends par des mesures diplomatiques, sans s'aligner sur un camp ou un autre est devenu un consensus général parmi ses membres. C'est la « troisième voie » de l'ASEAN qui n'est pas

[14] « REGIONAL COMPREHENSIVE ECONOMIC PARTNERSHIP (RCEP) AGREEMENT », Ministry of Foreign Affairs of Japan, 1er juillet 2022, www.mofa.go.jp/policy/economy/page1e_kanri_000001_00007.html.
[15] Selon les données de Fitch Solutions de 2019.

sans rappeler le concept « gaullo-mitterrandisme » ayant fait la promotion de l'indépendance stratégique de la France et de son non-alignement. Cette centralité, comme le souligne Amitav Acharya[16], est synonyme « d'ASEAN en tant que leader, moteur, architecte, centre institutionnel, avant-garde, noyau ou pivot de la coopération régionale dans l'ensemble de l'Asie-Pacifique ». Il s'agit ici de positionner l'Association au centre d'une architecture régionale qui lui permet « d'établir l'ampleur et la profondeur du régionalisme dans ses relations avec les grandes puissances régionales » et d'avoir la capacité de jouer un rôle moteur vis-à-vis de l'élaboration de l'agenda régional[17].

Ces dernières années le concept de centralité est remis en question. Les relations avec la Chine divisent les membres du bloc sud-est asiatique. Cela n'est pas sans rappeler qu'en 2012, sous la présidence tournante du Cambodge, les pays de l'ASEAN avaient échoué pour la première fois à publier un communiqué conjoint en raison d'un désaccord sur le texte relatif à ces différends en mer de Chine méridionale. De plus, le QUAD et l'AUKUS, accords de sécurité entre grandes puissances qui se renforcent mutuellement et couvrent la région de l'Asie du Sud-Est, usurpent l'aspiration de l'ASEAN à la « centralité » dans les affaires de sécurité régionale et sapent davantage son unité. L'incapacité de l'Association à gérer deux grands problèmes de sécurité, la crise au Myanmar et les différends territoriaux en mer de Chine méridionale, renforcent un peu plus cette situation.

L'ASEAN milite donc pour cette nouvelle approche, cette troisième voie, alternative à la confrontation qui répond aux aspirations des ses membres soutenant le développement d'une architecture régionale inclusive où dialogue et coopération prévalent sur la rivalité et l'affrontement.

DES POLITIQUES COMMERCIALES AU SERVICE DE LA GÉOPOLITIQUE

Pour Washington, il est certain que Pékin tente d'utiliser des mesures géoéconomiques pour modifier fondamentalement la situation sécuritaire dans l'Indo-Pacifique au profit durable de la Chine et aux dépens des États-Unis et de ses alliés.

La République populaire de Chine utilise les financements et aides au développement qu'elle offre aux pays d'Asie du Sud-Est comme levier pour s'assurer leur soutien diplomatique tout en menant une stratégie de coercition avec ses voisins et partenaires économiques,

[16] Professeur Amitav Acharya, titulaire de la chaire UNESCO sur les défis transnationaux et la gouvernance et professeur distingué à la *School of International Service at American University* où il dirige l'initiative d'études sur l'ASEAN.
[17] « ASEAN CENTRALITY IN THE REGIONAL ARCHITECTURE », Singapore Institute of International Affairs, janvier 2015, www.siiaonline.org/wp-content/uploads/2016/10/2015-05-Policy-Brief-ASEAN-Centrality-in-the-Regional-Architecture.pdf.

revendiquant une grande partie de la mer de Chine méridionale, bafouant le droit international et entravant la liberté de circulation dans l'espace maritime.

Ces dernières années, Xi Jinping a renforcé le rôle des entreprises d'État dans l'économie chinoise. Les recherches d'Elsa Lafaye de Micheaux[18] montrent que « la montée rapide et massive des investissements chinois [en Asie du Sud-Est] (…) est le fait de grandes entreprises publiques multinationales de la République populaire de Chine. Bénéficiant d'un soutien diplomatique souvent direct du gouvernement local ou de Pékin, ils véhiculent ainsi une composante politique et géopolitique propre ». Ces SOEs (*state owned enterprises* – entreprises d'État) jouent d'ailleurs un rôle stratégique dans la sécurisation des matières énergétiques vitales à la consommation et croissance économique chinoise. Celles-ci sont par exemple devenues l'un des investisseurs les plus actifs dans le développement hydroélectrique du bassin du Mékong[19] avec plus de 50 projets[20] de barrages à grande échelle (plus de 50 MW). La dépendance de certains gouvernements, notamment ceux du Cambodge, Laos et Myanmar à l'égard des investissements chinois mettent en évidence les moteurs de prise de décision en matière de politique énergétique.

En réaction à la puissance grandissante de Pékin dans la région, Washington et ses partenaires construisent des coalitions axées exclusivement sur la sécurité (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité – QUAD et Pacte de sécurité trilatéral – AUKUS) sapant un peu plus la centralité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est au sein de l'architecture régionale qui semble se décider de plus en plus par des puissances extrarégionales. L'administration Biden n'hésite pas à punir à coup de sanctions commerciales la RPC et ses alliés cambodgiens et birmans pour leurs multiples violations des droits de l'homme.

CONCLUSION

Les pays d'Asie du Sud-Est s'inquiètent de la montée des tensions régionales et de la poussée indopacifique des puissances extrarégionales qui érode un peu plus le concept de centralité de l'Association au sein de l'architecture de sécurité régionale, entraînant peu à peu une perte de prise de décision souveraine du bloc Sud-Est asiatique. Ses membres luttent pour préserver

[18] Elsa Lafaye de Micheaux, « La montée en puissance de la Chine et les normes sociales en Asie du Sud-Est : le rôle des investissements », Hérodote 2020/1 (N° 176), pages 59 à 75, www.cairn.info/revue-herodote-2020-1-page-59.htm.

[19] Nathanial Matthews, and Stew Motta, « Chinese State-Owned Enterprise Investment in Mekong Hydropower: Political and Economic Drivers and Their Implications across the Water, Energy, Food Nexus », ResearchGate, novembre 2015, www.researchgate.net/publication/283683695_Chinese_State-Owned_Enterprise_Investment_in_Mekong_Hydropower_Political_and_Economic_Drivers_and_Their_Implications_across_the_Water_Energy_Food_Nexus.

[20] Myanmar 30, Laos 13, Cambodge 7, Vietnam 3.

leur indépendance et leur autonomie stratégique, ils refusent de choisir un camp et offre un large éventail de relations vis-à-vis de Pékin comme le résume parfaitement Éric Frécon[21] : « ce spectre comprend des soumissions à Pékin quasi totales – Cambodge et Laos - des formes d'hégémonie bienveillante – Brunei, Birmanie - et à un degré moindre, en cours d'évolution - les Philippines. Des sentiments de fatalisme ou d'opportunisme vis-à-vis de Pékin - Malaisie et Thaïlande - d'ouverture constructive – Singapour - de méfiance – Indonésie - voire de rivalité affichée - Vietnam ».

Il n'y a pas exclusivement d'alignement entre le fait économique et le fait géopolitique. Les différends en mer de Chine méridionale n'empêchent pas le commerce de prospérer, et la Chine de continuer de financer la construction du métro d'Hanoi ou d'investir des milliards aux Philippines malgré leurs confrontations territoriales en mer de Chine méridionale. La dérive autoritaire de Bangkok, dirigé par des généraux depuis un « énième » coup d'État, n'a pas l'air de déranger Washington dans son alliance militaire avec le Royaume du Siam et les Thaïlandais d'osciller, « comme des bambous » entre les États-Unis, son allié, et la Chine à laquelle elle achète des sous-marins. À une extrémité du Bloc, Singapour, la cité État considérée comme pro-américaine s'avère être le centre financier de la BRI. À l'autre extrémité, le Cambodge, agent de Pékin et hôte d'une future base navale chinoise, semble chercher à améliorer ses relations avec Washington. Quant à la Birmanie, elle achète ses armes à Moscou pour ne pas dépendre exclusivement des Chinois.

Les exemples sont nombreux et les situations loin d'être binaires. Les analyses ont tendance à trop souvent ne pas prendre en compte ou trop minimiser le rôle des élites locales et de la société civile. Le succès des politiques d'investissement dépend aussi des situations politiques intérieures complexes et des nombreux acteurs aux agendas souvent contradictoires.

De nombreux évènements internationaux viennent perturber un équilibre déjà trop fragile. Ne voit-on pas déjà les limites de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est dans son incapacité à résoudre la crise birmane ? Comment l'ASEAN pourrait-elle donc survivre à un conflit majeur entre la Chine et Taïwan ? Combien de temps le Bloc va-t-il pouvoir préserver sa centralité face aux pressions des deux super puissances, aux mutations probables des chaînes de valeurs et à une surmilitarisation de la région ?

[21] Éric Frécon, « L'ASEAN face à la redéfinition de sa centralité – diplomatique, opérationnelle et géographique », L'Asie du Sud-Est, Hérodote 2020/1 (N° 176).

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.